

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



11 janvier 2021

La classe ouvrière américaine, Great again ?

Le choc des images de la semaine dernière montrant le Capitole à Washington – équivalent de notre Chambre des députés – assailli et occupé par des milliers de manifestants organisés et équipés pour y faire du grabuge, n'a pas fini de faire réfléchir. Dans le beau monde politicien, toutes tendances confondues et jusqu'à Marine Le Pen, on s'est indigné de la violence et des règles démocratiques bafouées. Certains ont même crié à l'infamie ! Pourtant, que les classes populaires fassent à l'occasion irruption dans des lieux de pouvoir qui décident de leur vie n'est pas en soi scandaleux ! Ce qui inquiète en revanche, c'est que ces envahisseurs appartiennent pour l'essentiel à des groupes d'extrême droite racistes blancs, machos, porteurs d'idées sociales obscurantistes, pour tout dire « fachos ». Certains portaient des T-shirts nazis. Ils avaient été chauffés à blanc et appelés à marcher sur le Capitole par un Trump jusqu'au-boutiste, persistant à contester les résultats de l'élection présidentielle.

Un signal d'alarme...

Ces scènes de Washington ont renforcé chez bien des travailleurs, ici, l'image d'un président « dingue » à la tête d'un pays où tout serait « dingue ». Jugement hâtif ! Depuis son élection en 2016, Trump qui a derrière lui une carrière d'affairiste véreux, s'est attaché par des rodomontades nationalistes et protectionnistes, une base électorale en partie populaire qui voit en lui une force antisystème. Là est le problème, car il est au contraire l'image même du système capitaliste ! Son calcul politique, après avoir nié sa défaite (mais engrangé quand même 75 millions de voix), est probablement de ne pas passer le reste de sa vie à faire du golf en Floride et de s'appuyer sur ce milieu militant d'extrême droite pour un *come-back* ultérieur. Quitte à ne pas s'embarrasser des règles de la démocratie bourgeoise. De Gaulle non plus ne s'en était pas embarrassé quand il est venu au pouvoir en 1958 en s'appuyant sur un putsch militaire à Alger. Trump et ses sbires n'ont pas voulu prendre le pouvoir, mais faire néanmoins un coup de force, et s'afficher ainsi comme candidats pour un futur pouvoir, pourquoi pas fascisant. Forts de l'appui populaire qu'ils croient avoir.

Adversaires mais pas ennemis !

Du côté des élites politiques, c'est la dénonciation générale du coup de force. La moitié des élus républicains se détournerait de Trump... mais pas l'autre moitié ! À noter qu'aucune des forces de police pourtant présentes au Capitole (police du bâtiment, de la ville, fédérale et autres)

n'a fait barrage. Sur des images, on voit même des policiers enlever les barrières pour faciliter le passage des manifestants – ce qu'ils n'auraient évidemment pas fait s'il s'était agi de manifestants du mouvement Black Lives Matter. C'est à l'image des complicités politiques, car, par-delà leurs affrontements, démocrates et républicains américains contribuent à maintenir un ordre social inégalitaire dans lequel les Blancs dominent les Noirs, les hommes les femmes, et où, surtout, les milliardaires et Wall Street récoltent les gains de ces divisions en exploitant le monde du travail à outrance, quels que soient les sexes et les couleurs de peau.

Les nôtres sont des millions...

Biden, pas plus que Trump, ne défendra les travailleurs, même s'il désigne comme ministre du Travail un ex-syndicaliste ! Les illusions populaires envers ce politicien tout dévoué durant sa longue carrière aux intérêts capitalistes ne sont pas grandes. Dans un pays où la situation sociale est très fortement dégradée par les conséquences d'une pandémie qui a fait 370 000 morts, l'extrême droite n'est pas la seule – fort heureusement – à pouvoir peser. Aux États-Unis, l'année a été marquée par des mobilisations. S'ils étaient 10 000 à 20 000 à monter au Capitole mercredi dernier, ils étaient au total 25 millions à se mobiliser contre le racisme et les violences policières il y a encore quelques mois, c'est-à-dire à condamner à leur façon un ordre social inégalitaire intolérable. L'avenir reste à ces millions-là !

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Approuvée par l'UE et récemment votée ; par les actionnaires (à 99% sic !), la fusion PSA-FCA est sur les rails. En 2021, s'ouvre alors à nous un « avenir fabuleux » d'après les mots de Tavarès. Pour les actionnaires, la naissance de Stellantis est surtout synonyme de réaliser 5 milliards d'économies. Restructurations, gains de productivité, mises en concurrence effrénées entre pays, voilà l'avenir qu'ils veulent pour nous. Toujours d'après Tavarès, « la fusion a été faite pour nous ». Eh bien, chiche ! À nous de le prendre au mot et d'imposer solidarité et combativité : 400 000 salariés à travers le monde, voilà qui représente une sacrée force pour contrer tous leurs sales coups !

Des externalisations ? Ben c'est non !

En ce début d'année plusieurs collègues de la logistique et préparation moteur du site de Carrières ont refusé leur externalisations définitives chez Segula. L'expérience passée sous la direction de Segula ne s'est pas soldée par un grand enthousiasme comme on pouvait l'attendre. Ils se retrouvent donc maintenant sans poste fixe. La direction les garde sous la main pour leurs attribuer quelques missions temporaires à gauche à droite. Une mise au placard qui ne dit pas son nom.

La direction doit reclasser nos collègues sur des postes équivalents, ce n'est ni le boulot ni l'argent qui manque chez PSA !

Fonderies en ébullition

Une étude commandée en 2020 par le gouvernement et la filière automobile (PFA) prévoit que 40 % des emplois des fonderies en France, au bas *maux* 5 000 postes, produisant essentiellement pour la construction automobile, seront sacrifiés d'ici 2030. Ils le seront sur l'autel de la dé-diésélisation et de la compétitivité acharnée que ce livre le patronat dans ce secteur. PSA et Renault principaux donneurs d'ordre étant à la manœuvre.

Fonderie du Poitou (Vienne), MBF (jura), FVM (Meurthe-et-Moselle), SAM (Aveyron) plusieurs centaines d'emplois sont menacés actuellement, les salariés bien souvent lâchés par des repreneurs successifs peu scrupuleux qui se retirent une fois les subventions publiques aspirées.

Contre toutes ces menaces présentes et à venir des salariés de tout l'hexagone se rassembleront le 21 janvier devant les fonderies du Poitou pour montrer de quel bois ils se chauffent. Vive la fronderie !

Big Brother made in France

Après le projet de loi sur la Sécurité globale, c'est un nouvel épisode dans le feuilleton de la restriction des libertés et de la surveillance généralisée.

Le Conseil d'État a validé la semaine dernière le projet du gouvernement d'étendre les possibilités de fichage de la population. Au nom de la « sûreté de l'État et de

la sécurité publique », la police et la gendarmerie pourront désormais fichier, avec encore plus de facilités qu'auparavant, les opinions politiques, l'appartenance syndicale, les convictions philosophiques ou religieuses, les données de santé ainsi que consigner les identifiants, photos et commentaires publiés sur les réseaux sociaux.

Le gouvernement utilise encore une fois la « lutte contre le terrorisme » pour renforcer les outils de contrôle sur toute la population et plus particulièrement les militants.

Après la mobilisation massive de décembre, de nouvelles manifestations sont prévues samedi 16 janvier pour exiger le retrait de loi Sécurité globale. Une date qui tombe à pic pour dénoncer également ce fichage politique généralisé.

Le 23 janvier, rejoignons la manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois

À coups de licenciements et de suppressions d'emplois, le patronat du public comme du privé opère une véritable saignée pour faire payer la crise aux travailleurs. Les salariés de TUI, le groupe n°1 du tourisme mondial, qui veut supprimer 600 emplois sur les 900 qui existent actuellement en France, organisent une manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Leur appel à tous les salariés du pays explique : « *Séparément nous n'y arriverons pas, mais tous unis derrière un seul but nous pouvons inverser le rapport de force et faire cesser cette hécatombe.* » Depuis, près d'une quarantaine d'organisations syndicales et politiques ont rejoint la démarche.

Une occasion à ne pas manquer pour construire une mobilisation générale à la hauteur. Rejoignons la manifestation à Paris, qui partira à 14 heures devant l'Assemblée nationale, samedi 23 janvier prochain.

Pour nous suivre en télétravail :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires
NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouvez notre dossier sur l'ouverture à la concurrence des transports publics dans le dernier numéro de notre revue Convergences Révolutionnaires sur le site : convergencesrevolutionnaires.org.

Et chaque semaine, un point de vue militant du NPA sur l'actualité : lanticapitaliste.org et sa version papier L'anticapitaliste.